

Questions orales

M. Allmand: Vous devriez avoir un programme.

M. Clark (Yellowhead): Le Parti libéral préconise-t-il que nous nous retirions de l'OEA? Je voudrais des précisions là-dessus.

M. Turner (Vancouver Quadra): Sachez ce que vous faites avant de le faire.

Une voix: Où est Paul Martin quand on a besoin de lui?

M. Clark (Yellowhead): Je sais que, à plusieurs reprises, le Parti libéral a prêché un genre d'isolationnisme. Il a dit clairement que nous ne devrions pas jouer un rôle de premier plan dans l'hémisphère. Nous croyons que le Canada doit jouer un rôle de premier plan, et je voudrais connaître la position du Parti libéral à cet égard.

Nous n'avons pas attendu que le Canada devienne membre de l'OEA pour faire des démarches auprès des gouvernements des pays latino-américains au sujet de la question des droits de la personne. Nous faisons ces démarches régulièrement et efficacement, et nous continuerons de le faire. Le fait d'être membre de l'OEA ne pourra qu'accroître l'efficacité de nos démarches pour le respect des droits de la personne.

En fait, si le député lisait le discours prononcé à la réunion qui a eu lieu vendredi au Costa Rica, il remarquerait que, parmi les thèmes sur lesquels le premier ministre a insisté, il y avait justement la question des droits de la personne et la relation essentielle entre les droits de la personne et la démocratie, deux éléments que nous encourageons par notre présence active en Amérique latine. Je suis désolé de voir que le Parti libéral veut que nous nous soustrayons à nos obligations dans cet hémisphère.

Des voix: Bravo!

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pour la gouverne du secrétaire d'État, je pourrais peut-être lui donner quelques éclaircissements sur notre politique. À propos de notre adhésion à l'OEA, la déclaration libérale rappelait que l'adhésion du Canada ne saurait servir de substitut à l'établissement d'une politique d'envergure à l'égard de l'Amérique Latine.

Des voix: Bravo!

Mme Stewart: Aucune politique valable ne saurait être arrêtée sans consultations préalables. Sauf erreur, le secrétaire d'État a déclaré que les autorités américaines et M. Ortega lui avaient présenté des suggestions sur nos relations en Amérique Latine. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas profité de la présente session pour consulter le propre comité des affaires étrangères et du commerce international du Parlement et les organismes canadiens non gouvernementaux avant d'annoncer pour la galerie une politique creuse au Costa Rica? Le premier ministre va-t-il comparaître maintenant devant le comité pour justifier son initiative?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, voilà évidemment la redite d'une vieille question à laquelle nous avons répondu il y a deux ou trois semaines.

Si je ne m'abuse, on m'invitera à témoigner au comité, et j'ai hâte de faire ce que j'ai toujours fait assidûment en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à savoir discuter de la politique étrangère du Canada avec les membres du comité permanent.

Les gouvernements centraux doivent prendre des décisions et des initiatives dans l'intérêt de leur pays. A notre avis, le temps est venu maintenant de renforcer encore la politique fructueuse que nous avons pratiquée jusqu'ici en Amérique Latine en adhérant à un organisme qui rassemble les pays de cette région du monde et leur assure une tribune politique.

L'OEA est loin d'être un organisme parfait. Mais nous croyons que le Canada peut renforcer cet organisme comme il a su, au cours des quatre dernières années, renforcer sensiblement le Commonwealth et consolider la Francophonie dont il a été l'artisan.

Certains députés pensent que nous devrions nous retirer des organismes internationaux. Or, le Canada a les capacités nécessaires pour renforcer ces organismes, et il doit profiter maintenant de cette occasion pour mettre à contribution nos talents particuliers dans les pays de l'Amérique Latine qui sont nos voisins en quelque sorte.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, le vice-premier ministre a déclaré qu'il serait très ouvert aux propositions concernant la façon de réduire le déficit. Ainsi, je voudrais faire aujourd'hui une proposition au premier ministre.